

ASSEMBLEE DE CORSE

4 EME SESSION EXTRA-ORDINAIRE DE 2018

REUNION DES 30 ET 31 MAI 2018

**RAPPORT DE MONSIEUR
LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**ELECTIONS PROFESSIONNELLES 2018
COMITE TECHNIQUE ET COMITE D'HYGIENE,
DE SECURITE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL**

COMMISSION(S) COMPETENTE(S) :

RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

Conformément aux dispositions de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale notamment, ses articles 32,33 et 33-1 et du décret n° 85-565 du 30 mai 1985 relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, notamment ses articles 1, 2, 4, 8 et 26, un comité technique est créé dans chaque collectivité comptant au moins 50 agents.

Dans ce cadre, au mois de décembre prochain seront organisées les élections professionnelles, au cours desquelles se tiendra le scrutin de renouvellement des représentants du personnel siégeant au Comité Technique. Les comités techniques comprennent des représentants de la collectivité et des représentants du personnel. Les représentants titulaires sont en nombre égal à celui des représentants suppléants.

Le nombre de représentants titulaires du personnel au Comité Technique est fixé par délibération dans une fourchette qui est fonction de l'effectif des agents relevant de cette instance. Cet effectif est apprécié au 1^{er} janvier de l'année du scrutin.

Ainsi, l'effectif recensé permet de déterminer un nombre de représentants titulaires du personnel compris entre 7 et 15.

Par ailleurs, concernant la constitution de cette instance, les modifications apportées par le décret n° 2011-2010 du 27 décembre 2011 n'imposent plus de représentativité paritaire. Pour autant, il précise que le nombre des représentants de l'administration ne peut être supérieur à celui des représentants du personnel.

De même, s'agissant du fonctionnement du Comité Technique, l'avis du comité technique est rendu lorsqu'ont été recueillis, d'une part, l'avis des représentants du personnel et, d'autre part, si une délibération le prévoit, l'avis des représentants de la collectivité.

Qui plus est, l'article 33-1 susvisé de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 impose la création d'un CHSCT dans les mêmes conditions que les Comités Techniques.

Enfin, l'article 28 du décret n° 85-603 du 10 juin 1985 précise que le CHSCT est composé de représentants de la collectivité territoriale désignés par l'autorité territoriale auprès de laquelle il est placé et de représentants du personnel désignés par les organisations syndicales ayant des représentants élus au CT.

En conséquence, concernant ces 2 instances, je vous propose après consultation des organisations syndicales, d'une part, de fixer le nombre de représentants titulaires du personnel à 15, d'autre part, de ne pas de ne pas maintenir le paritarisme numérique et de fixer à 10 le nombre de représentants titulaires de la collectivité et (en nombre égal de représentants suppléants).

Enfin, je propose de prévoir le recueil de l'avis de représentants de l'administration.

Je vous serais obligé de bien vouloir en délibérer.